

s'il s'en trouvait, la Direction des aliments et des drogues en interdirait la vente. Autrement dit, il n'y a pas de tolérance.

**M. Gleave:** Comme la menace que présente ce produit chimique n'est pas le résidu qui demeure sur les plantes mais ses répercussions sur les usagers, le ministre voudrait-il, bientôt, à l'appel des motions, faire une déclaration sur l'utilisation de ce produit chimique et la façon de s'en servir?

**L'hon. M. Olson:** Oui, monsieur l'Orateur. Comme je l'ai dit dans ma réponse, il y a quelques jours, le sujet fait actuellement l'objet d'un examen approfondi.

### AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### L'EMPLOI DU PICLORAM À LA FRONTIÈRE CANADO-AMÉRICAINNE

**M. G. H. Aiken (Parry Sound-Muskoka):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. En deux ou trois occasions déjà, je l'ai interrogé au sujet de l'emploi du picloram comme agent de défoliation à la frontière canado-américaine, et il a déclaré avoir l'intention d'approfondir le sujet, pour découvrir s'il y avait moyen de revenir sur la décision. Le ministre a-t-il d'autres renseignements à fournir sur ce sujet?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, je pense avoir très peu à ajouter à ce que j'ai déjà dit. Nous nous sommes informés à propos des dommages possibles et on nous a assuré que l'emploi de ce produit chimique à la frontière mentionnée est sans danger. On n'a fait que me rassurer sur ce point.

#### LE TRANSPORT DE GAZ INNervANT D'OKINAWA AUX ÉTATS-UNIS

**M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Monsieur l'Orateur, une question connexe pour le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il s'agit de l'intention de transporter du gaz innervant d'Okinawa sur notre continent. Le ministre a déclaré, il y a une semaine, qu'il renseignerait la Chambre là-dessus. Nous dirait-il maintenant si le gouvernement des États-Unis a accédé à l'incessante demande de choisir un autre itinéraire, afin que le gaz innervant ne passe pas par le détroit Juan de Fuca, et sait-il quand doit s'opérer le transfert en question?

**L'hon. M. Sharp:** La Chambre a dû remarquer que nous avons été appuyés en quelque sorte par des gouverneurs des États par où doit passer ce gaz. Selon toute apparence, le gouvernement des États-Unis n'a pas encore décidé s'il tiendra compte ou non de ces protestations et des nôtres.

### L'IMMIGRATION

#### LE CAS DE RÉFUGIÉS JUDÉO-POLONAIS

**M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre):** Monsieur l'Orateur, une question pour le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Nous dirait-il quand le gouvernement établira une ligne de conduite au sujet des réfugiés juifs polonais?

**L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, nous en avons une à propos de ces réfugiés.

### QUESTIONS OUVRIÈRES

#### LA MISE À PIED DE COMMIS DU CP—LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT FREEDMAN

**M. David Orlikow (Calgary-Nord):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Travail. Comme on annonce la mise à pied de 500 à 800 employés des chemins de fer du Canadien Pacifique, industrie qui relève du gouvernement fédéral, le ministre peut-il nous dire si le gouvernement envisage de présenter bientôt un projet de loi inspiré du rapport de la Commission Freedman et destiné à pallier ce genre de congédiements?

**L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail):** Le député devrait savoir que le contrat collectif conclu entre le Canadien Pacifique et les membres du syndicat en cause comporte une disposition relative à ce genre de préavis. Ce qui oppose le syndicat aux chemins de fer, c'est de savoir si l'on a violé ou non un article du contrat collectif. J'apprends maintenant par le syndicat que la question sera soumise à l'arbitrage afin qu'elle soit tranchée.

**M. Orlikow:** Comme le litige porte sur la question de savoir si ce cas est prévu ou non et que bien des conventions n'ont pas ce genre de disposition, le ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement entend nous soumettre un projet de loi qui inclurait la recommandation du rapport Freedman?